



Aperçu de l'évolution des recettes et des dépenses

Date: 01.07.2020

1. Recettes

Les estimations pour l'année 2020 prennent en compte les recettes entrées lors des premiers mois de l'année, ainsi que les dernières prévisions conjoncturelles du groupe d'experts de la Confédération publiées le 16 juin dernier. S'y ajoutent différentes hypothèses liées à la crise de COVID-19, qui influence fortement l'évolution des recettes attendues. On s'attend ainsi pour 2020 à 70,4 milliards de recettes ordinaires, soit près de 7 % de moins que dans le budget 2020. Cette forte baisse est due à l'évolution économique à l'échelle tant nationale qu'internationale à la suite de la pandémie de COVID-19. La demande internationale a diminué et l'offre de la Suisse a été considérablement limitée en raison des mesures liées à la pandémie.

Dans le budget 2021, les recettes ordinaires de la Confédération se montent à 75,8 milliards de francs. Par rapport aux dernières estimations pour l'année 2020, les recettes du budget 2021 devraient progresser de 7,6 % (+ 5,4 mrd). Cette progression, qui peut paraître contre-intuitive, s'explique par des effets de report. Une partie des recettes attendues n'entreront en effet pas dans les caisses de la Confédération en 2020 mais en 2021 et les années suivantes. Pour la TVA et l'impôt fédéral direct, cela représente environ 3 milliards. Ces effets de report induisent des pertes de recettes pour 2021 moins importantes que si l'on suivait uniquement l'évolution du PIB, c'est pourquoi le résultat 2021 est étonnamment bon.

Tableau 1: Évolution des recettes

En milliards de francs	Compte 2019	Budget 2020	Estimation 2020	Budget 2021	TC E20-B21	TC B20-B21	TC E20-B20
Recettes ordinaires	74.5	75.7	70.4	75.8	7.6%	0.2%	-6.9%
Recettes fiscales	69.9	71.2	65.2	70.8	8.5%	-0.5%	-8.3%
IFD sur le bénéfice	12.0	11.9	10.8	12.6	16.8%	5.7%	-9.6%
IFD sur le revenu	11.5	12.3	11.2	11.9	6.1%	-3.1%	-8.6%
Impôt anticipé	8.3	7.9	7.6	7.9	3.6%	0.5%	-3.0%
Droits de timbre	2.2	2.2	2.2	2.2	-0.5%	-0.5%	0.0%
Taxe sur la valeur ajoutée	22.5	23.6	20.8	22.8	9.5%	-3.2%	-11.7%
Autres impôts à la consommatic	8.3	8.2	7.7	8.3	6.8%	0.6%	-5.8%
Recettes fiscales diverses	5.3	5.3	5.0	5.3	5.9%	0.9%	-4.7%
Recettes non fiscales	4.6	4.5	5.2	5.0	-3.8%	10.4%	14.8%
Recettes ordinaires hors facteurs spéciaux	73.0	75.6	72.2	72.7	0.7%	-3.9%	-4.6%

TC: taux de croissance

Impôt sur le bénéfice des entreprises. Les estimations des recettes de l'impôt sur le bénéfice des entreprises ont été effectuées avec l'évolution du PIB nominal. À cela s'ajoute une hypothèse liée à la crise de COVID-19: en raison de la suppression des intérêts moratoires pour 2020, et de la comptabilisation de l'IFD selon le principe de caisse, un report de recettes

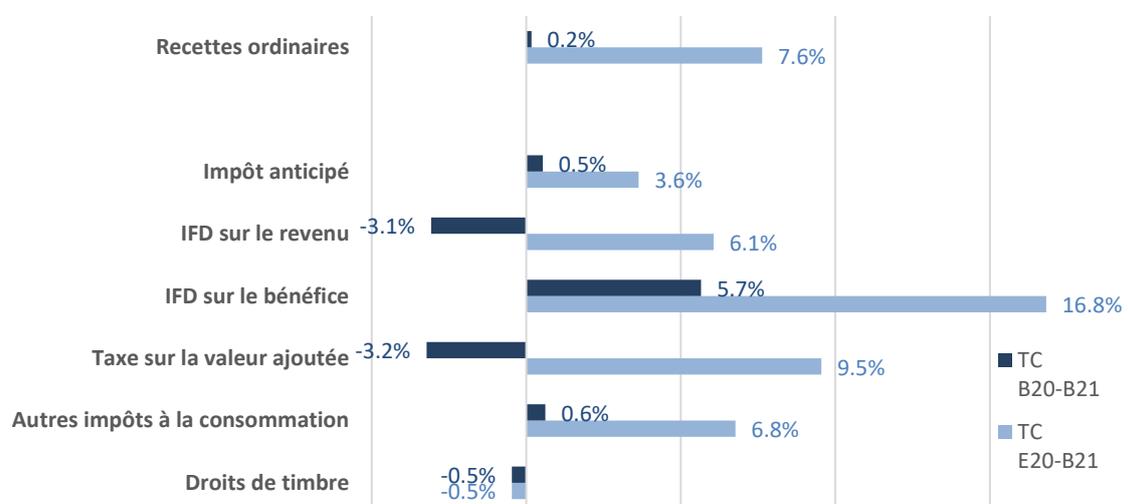
de 2020 aux années 2021 et suivantes a été supposé (15 % des recettes, environ 1,7 mrd). Ainsi, les recettes chutent en 2020 de 11 % et augmentent en 2021 de 16,8 %.

Impôt sur le revenu des personnes physiques. Les estimations se basent sur l'évolution des revenus des ménages. L'institut de recherche économique BAK l'estime à - 2,4 % pour la période fiscale 2020 et à + 2,4 % pour la période fiscale 2021. Les transferts (assurance chômage par exemple) sont pris en compte. À cela s'ajoute, comme pour l'impôt sur le bénéfice, un report de recettes de 2020 sur les années 2021 et suivantes de 5 % (env. 500 mio) en raison de la suspension des intérêts moratoires pour 2020. Par rapport aux estimations actuelles pour 2020, les recettes du budget 2021 sont 6,1 % plus élevées.

Impôt anticipé. L'estimation a été actualisée en février à l'aide du modèle statistique habituel en tenant compte du résultat des comptes 2019. La prochaine estimation à l'aide du modèle aura lieu une fois le résultat des comptes 2020 connu. Il existe un risque que les recettes 2020 soient plus basses que prévu. Cependant, pour l'instant, aucune diminution des recettes concernant les dividendes n'est observée. Pour l'année 2021, 7,9 milliards sont prévus au budget.

Taxe sur la valeur ajoutée. Les recettes de la TVA suivent en principe le développement du PIB nominal. Cependant, des hypothèses spécifiques à la crise de COVID-19 ont été posées, notamment des effets de report. Par exemple, on a supposé qu'une partie des entreprises assujetties auront du retard dans l'envoi de leur décompte, en raison de la crise (500 mio). Ces effets de report expliquent la relative faible diminution des recettes pour 2021. Pour l'année budgétaire 2021, les recettes prévues de TVA se montent à 22,8 milliards.

Figure 1: Évolution des recettes (écart en % B2020/B2021 et E2020/B2021)



2. Dépenses

Dans le budget 2021, les dépenses se montent à 76,9 milliards, ce qui correspond à une augmentation de 2,0 % par rapport au budget 2020. Cette hausse découle principalement des dépenses planifiées en lien avec la pandémie de coronavirus (cautionnements, mesures d'aide pour le sport, financement des tests COVID par la Confédération et aide indirecte de la presse). Abstraction faite de ces trains de mesures, les dépenses se situent au niveau de l'exercice 2020.

Tableau 2: Évolution des dépenses par groupe de tâches

En milliards de francs	Compte 2019	Budget 2020	Compte 2021	TC 20-21
Dépenses	71.4	75.3	76.9	2.0%
Relations avec l'étranger	3.5	3.6	3.6	-0.3%
Sécurité	6.0	6.4	6.4	-0.4%
Formation et recherche	8.0	8.2	8.3	1.0%
Prévoyance sociale	22.4	24.1	24.2	0.2%
<i>dont prévoyance vieillesse</i>	11.6	12.7	12.9	1.4%
<i>dont migrations</i>	1.7	2.0	1.7	-11.2%
Trafic	9.9	10.4	10.1	-2.5%
Agriculture et alimentation	3.7	3.7	3.6	-0.5%
Finances et impôts	10.1	11.1	11.1	0.2%
Autres groupes de tâches	7.8	7.9	9.6	21.6%

TC: taux de croissance

- Les dépenses au titre des **relations avec l'étranger** diminuent de 0,3 % par rapport à l'exercice 2020; d'une part, les moyens destinés à la coopération multilatérale au développement augmentent et, d'autre part, les moyens consacrés aux relations politiques (moins de prêts à la Fondation des immeubles pour les organisations internationales) et aux relations économiques (baisse des contributions de la Suisse aux États membres de l'UE) diminuent.
- La réduction des dépenses destinées à la **sécurité** (- 0,4 %) est due, d'une part, à un paiement unique l'année précédente (mesure de compensation suite au relèvement de l'âge de la retraite des membres des catégories particulières de personnel) et, d'autre part, à une actualisation de la planification dans le domaine de l'armement. Parallèlement, les dépenses pour le programme de développement de Schengen-Dublin et le renforcement des ressources du Service de renseignement de la Confédération augmentent.
- Dans le domaine de **la formation et de la recherche**, la hausse (+ 1,0 %) découle en premier lieu des moyens consacrés à la recherche appliquée, notamment les contributions de la Confédération aux programmes européens de recherche et à la recherche énergétique ainsi que la contribution financière à Innosuisse.
- L'évolution des dépenses de la **prévoyance sociale** (+ 0,2 %) est due à des facteurs divergents. Alors que les prestations de la Confédération en faveur de l'assurance-vieillesse et des prestations complémentaires augmentent, la contribution à l'assurance-invalidité et les dépenses dans le domaine des migrations baissent, car moins de demandes d'asile sont attendues.
- La diminution des dépenses liées au **trafic** (- 2,5 %) provient de la baisse de l'apport au fonds d'infrastructure ferroviaire due à la faible croissance économique et au faible renchérissement.
- Les dépenses consacrées à **l'agriculture et à l'alimentation** connaissent un léger recul (- 0,5 %), car les fonds budgétisés au titre des paiements directs diminuent en raison du faible renchérissement.
- Dans le groupe de tâches **Finances et impôts** (+ 0,2 %), les parts aux recettes de la Confédération augmentent légèrement en raison du report de 2020 à 2021 de paiements de l'impôt fédéral direct. En outre, en 2021, le remboursement de la TVA perçue sur les redevances de réception des programmes de radio et de télévision est prévu.

Parallèlement, les dépenses d'intérêts de la Confédération reculent nettement, malgré la dette considérable contractée sur le marché monétaire et le marché des capitaux.

- Les **autres groupes de tâches** enregistrent une hausse (+ 21,6 %) en lien avec la pandémie de coronavirus (notamment due aux cautionnements COVID, aux mesures en faveur du sport et au financement des tests COVID). En outre, les rabais sur la distribution de journaux et périodiques (mesures en faveur des médias) et la hausse du montant de la redistribution du produit de la taxe sur le CO₂ sur les combustibles entraînent une augmentation des dépenses.

Dépenses consacrées à la lutte contre la pandémie de coronavirus dans le budget 2021

- Cautionnements solidaires COVID: 1000 millions
- Tests COVID: 289 millions
- Prêts aux ligues professionnelles (sport): 175 millions
- Contributions à fonds perdus en faveur du sport: 100 millions
- Aide aux médias: 17,5 millions

Figure 2: Évolution des dépenses par groupe de tâches (écart en % B2021/B2020)

